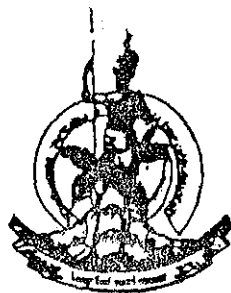


REPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

19 NOVEMBRE 1990

NO. 20

19 NOVEMBER 1990

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO. 34 DE 1990 SUR LA
COMMISSION DES TRANSPORTS ROUTIERS
DE LA MUNICIPALITE DE PORT-VILA
ET LA REGION PROVINCIAL D'EFATE
(REGLEMENT INTERIEUR).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

-

SOMMAIRE

PAGE

CONTENTS

PAGE

LEGAL NOTICES	1-3
ORDER REVOKING BANKING LICENCES	4-7
LEGAL NOTICES	8-9
APPOINTMENT OF COMMISSIONER FOR OATHS	10

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE NO. 34 DE 1990 SUR LA COMMISSION DES TRANSPORTS ROUTIERS
DE LA MUNICIPALITE DE PORT-VILA ET DE LA REGION PROVINCIALE D'EFATE
(REGLEMENT INTERIEUR)

Instituant le règlement intérieur de la Commission des transports routiers de la Municipalité de Port-Vila et de la région provinciale d'Efate et traitant de matières connexes.

LE MINISTERE DE L'INTERIEUR

Vu les pouvoirs que lui confèrent le paragraphe 8 de l'article 18* et le paragraphe 4 de l'article 19 de la loi sur les taxis (CAP.49).

A R R E T E

DEFINITIONS

1. Dans le présent arrêté, sous réserve du contexte :

"Règlement" désigne le Règlement conjoint No.36 de 1966 sur les taxis ;

"Commission" désigne la Commission des transports routiers de la Municipalité de Port-Vila et de la région provinciale d'Efate instituée sous l'autorité du paragraphe 2 de l'article 18* du Règlement ;

"Président" désigne le Directeur du Service des administrations locales siégeant comme Président de la Commission sous l'autorité de l'alinéa a) du paragraphe 2) de l'article 18* du Règlement ;

"Membre" désigne un membre de la Commission des Transports routiers de la Municipalité de Port-Vila et de la région provinciale d'Efate instituée sous l'autorité du paragraphe 2) de l'article 18* du Règlement ;

"Secrétaire" désigne le Secrétaire de la Commission nommé sous l'autorité du paragraphe 7) de l'article 18* du Règlement.

* Le chapitre (CAP.49) n'existant pas encore en version française, il convient de continuer à se référer à la loi No.31 de 1985 sur les taxis (J.O. NO.9 de 1988) dans laquelle les articles 18 et 19 portent les numéros 15C et 15D respectivement.

CONVOCAATION DE REUNIONS

2. 1) La Commission siège au jour et au lieu que le Président désigne.
- 2) Le Président envoie une convocation écrite de réunion à chaque membre de la Commission, y indiquant le lieu et l'heure de la réunion.
- 3) La convocation citée au paragraphe 2) doit être envoyée au moins trois jours francs avant le jour de la réunion et doit être consignée au livre des procès-verbaux.
- 4) Lorsque la Commission ne parvient pas à épuiser les travaux inscrits à l'ordre du jour de la séance et doit se réunir le lendemain ou au cours des jours suivants, le Président obtient verbalement, le consentement en ce sens de la majorité des membres.

PRESENCE DE NON-MEMBRES SUR INVITATION

3. 1) La Commission peut inviter à ses réunions une personne qui a des connaissances particulières sur des sujets qu'elle est en train d'étudier et dont les conseils peuvent être utiles.
- 2) Toute personne invitée à une réunion de la Commission sous l'autorité du paragraphe 1) y assiste sans droit de vote.

ORDRE DU JOUR

4. Le Président, aidé par le Secrétaire, élabore l'ordre du jour et l'envoie aux membres avec l'avis de convocation.
Les sujets y sont énumérés dans l'ordre suivant :
 - a) Confirmation du procès-verbal de la réunion précédente ;
 - b) Examen des sujets inscrits ;
 - c) Autres travaux.

OUVERTURE DES REUNIONS

5. 1) Le Président ouvre les réunions à l'heure indiquée dans l'avis envoyé sous l'autorité du paragraphe 2) de l'article 2 et doit s'assurer qu'il y a quorum.
- 2) Si, après une heure d'attente, le quorum n'est pas atteint, le Président renvoie la réunion à quatre jours.
- 3) En cas d'ajournement d'une réunion sous l'autorité du paragraphe 2), on envoie une autre convocation aux membres absents à la réunion.
- 4) La Commission se réunit après les quatre jours d'ajournement visés au paragraphe 2) et procède aux travaux prévus quel que soit le nombre de membres présents.

PROCES-VERBAL DES REUNIONS

6. 1) Après l'ouverture d'une réunion, le Président demande au Secrétaire de lire le procès-verbal de la réunion précédente.
- 2) Le Secrétaire doit prendre le procès-verbal de tous les actes, débats, décisions et votes de la Commission.

VOTE

7. 1) On met au vote chaque question étudiée par la Commission.
- 2) Le vote se fait à main levée et les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

POUVOIR DE LA COMMISSION DE TENIR DES REUNIONS PUBLIQUES

8. Aux fins de déterminer les modalités de perception du coût de la course et la structure du tarif que doivent appliquer les exploitants de véhicules de transport en commun dans la Municipalité de Port-Vila ou dans la région provinciale d'Efaté, la Commission peut :

- a) tenir, convoquer ou organiser une réunion publique, ou
- b) recevoir des mémoires de tout membre du public.

INDEMNITE DE PRESENCE

9. Chaque membre de la Commission, y compris le Secrétaire, s'il n'est pas un fonctionnaire ou un employé du Conseil Municipal de Port-Vila ou du Conseil Provincial d'Efaté, a droit à une indemnité de présence d'un montant maximal de 4.000 VT pour chaque réunion de la Commission à laquelle il assiste.

ENTREE EN VIGUEUR

10. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le 27 août 1990.

Le Ministre de l'Intérieur

IOLU ABBIL

NOTICE OF APPOINTMENT AND OF ADDRESS OF OFFICE OF
LIQUIDATOR

WARDLEY SERVICES (NEW HEBRIDES) LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)

I, B.L. Hawkes of KPMG Peat Marwick give notice that;

- (a) I was appointed liquidator of the company -
by a resolution of the company passed on 31 October 1990;
- (b) the address of my office is P.O. Box 212, Port Vila,
Vanuatu.

Dated 31 October 1990.

B.L. Hawkes
Liquidator

NOTICE TO SUBMIT PARTICULARS OF DEBTS OR CLAIMS

WARDLEY SERVICES (NEW HEBRIDES) LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)

Take notice that creditors of the company, whose debts or claims have not already been admitted, are required on or before the 30 November 1990 to submit particulars of their debts or claims and of any security held by them to me and, if subsequently required by notice in writing from me, shall formally prove their debts or claims and establish any title they may have to priority by statement in writing. In default of complying with this notice they will be excluded from the benefit of any distribution made before their debts or claims are proved or their priority is established and from objecting to the distribution.

Dated 31 October 1990.

B.L. Hawkes
Liquidator
Wardley Services (New Hebrides) Ltd.

COMPANIES ACT NO. 12 OF 1986

NOTICE OF MEETING

WARDLEY SERVICES (NEW HEBRIDES) LIMITED
(IN VOLUNTARY LIQUIDATION)

Notice is given that a final meeting of members of the company will be held at the offices of KPMG Peat Marwick, Melitco House, Rue Pasteur, Port Vila on 3 December 1990 at 10.00 a.m.

The purpose of the meeting is to receive the Liquidator's account and his report upon the winding up.

Dated 31 October 1990.

B.L. Hawkes
Liquidator
Wardley Services (New Hebrides) Ltd.

THE COMPANIES ACT OF 1986

VOLUNTARY WINDING UP NOTICE OF MEETING

PURSUANT TO SECTION 296

Name of Company: E.I.T. INTERNATIONAL LIMITED

Nature of Business: Import/Export

Presented by: Moore Stephens

P.O. Box 95

Port Vila

COMPANIES ACT

NOTICE OF MEETING

E.I.T. INTERNATIONAL LIMITED (IN LIQUIDATION)

Notice is hereby given that pursuant to section 296 of the Companies Act of 1986 a General Meeting of members of EIT International Limited will be held at 9.30 a.m. on 28th December 1990 at the offices of Moore Stephens, Moore Stephens House, Kumul Highway, Port Vila, for the purpose of receiving and adopting the final accounts of the Liquidator of the company.

DATED at Port Vila this 14th November 1990.

Phillip W. Rundle
Liquidator of EIT International Limited

REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT (CAP.63)

ORDER REVOKING BANKING LICENCE

IN EXERCISE of the powers conferred by section (4) (d) of the Banking Act (CAP.63), I hereby order that the banking licence of

BARCLAYS ASIA (VILA) LIMITED

granted on the 21st day March 1978 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this 8th day of November, 1990.

Sela Molisa
Minister of Finance

REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT (CAP.63)

ORDER REVOKING BANKING LICENCE

IN EXERCISE of the powers conferred by section (4) (d) of the Banking Act (CAP.63), I hereby order that the banking licence of

WFI BANKING COMPANY LIMITED

granted on the 29th day of January 1982 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this 12th day of November, 1990.

Sela Molisa
Minister of Finance

REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT (CAP.63)

ORDER REVOKING BANKING LICENCE

IN EXERCISE of the powers conferred by section (4) (d) of the Banking Act (CAP.63), I hereby order that the banking licence of

BARCLAYS ASIA (VILA) LIMITED

grsnted on the 20th day of January 1983 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this 15th day of November, 1990.

Sela Molisa
Minister of Finance

REPUBLIC OF VANUATU

THE BANKING ACT (CAP. 63)

ORDER REVOKING BANKING LICENCE

IN EXERCISE of the powers conferred by section (4) (d) of the Banking Act (CAP.63), I hereby order that the banking licence of

EQUITIES BANK LIMITED

granted on the 16th day of February 1977 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this 15th day of November, 1990.

Sela Molisa
Minister of Finance

REPUBLIC OF VANUATU

THE COMPANIES ACT (CAP. 191)

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act (Cap. 191), unless cause is shown to the contrary, the names of :-

HAITACHI MANAGEMENT SERVICES LIMITED
TIMBER SHIPPING AND FINANCE LIMITED
RESOURCE FINANCES LIMITED
CLEVELAND BAY LIMITED
THRIFT INVESTMENTS LIMITED
WILSON MACKIE TRADING LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this fifteenth day of November, 1990.

R.J. Carpenter
Registrar of Companies

REPUBLIC OF VANUATU

THE COMPANIES ACT (CAP. 191)

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act (Cap. 191), unless cause is shown to the contrary, the names of :-

MONTORO LIMITED
SP (VANUATU) LIMITED
MOUNTAIN CREDIT BANK LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this fifteenth day of November, 1990.

R.J. Carpenter
Registrar of Companies

SUPREME COURT OF VANUATU

OATHS ACT (CAP.37)

APPOINTMENT OF COMMISSIONER FOR OATHS

TO : **ALLAN JOHN McLEISH**

IN EXERCISE of the power conferred by subsection (1) of Section 11 of the Oaths Act (CAP. 37), I hereby appoint you **ALLAN JOHN McLEISH**, to be a Commissioner for Oaths to administer any Oath or take any affidavit for the purpose of any Court or matter in the Republic of Vanuatu and to exercise any power or perform other functions which, by virtue of this commission, you are enable to exercise or perform pursuant to the provisions of the said Act.

GIVEN under my hand and the seal of the Supreme Court of the Republic of Vanuatu at Vila this 16th day of November, 1990.

E.P. Goldsbrough

Edwin Goldsbrough
ACTING CHIEF JUSTICE

